

CIBLE

Pervers

En déclarant qu'être tué par une arme atomique, chimique ou classique revient au même, M. Le Pen semble énoncer une évidence assortie d'une condamnation morale des horreurs de la guerre. Mais en réduisant le débat à ses aspects techniques, M. Le Pen reprend le procédé qui faisait des chambres à gaz un « détail » dans l'histoire de la seconde guerre mondiale : bien des gens y sont morts, qu'importe la manière...

Poser une telle équivalence revenait à nier l'absolue spécificité du génocide du peuple juif, à inscrire la volonté nazie d'extermination dans une commune mesure. Appliquée à la guerre du Golfe, ce type de raisonnement aboutit à d'autres résultats pervers.

Il détruit les limites posées à la guerre par la morale chrétienne à laquelle il se réfère (usage de moyens proportionnés) et viole les interdits fixés par convention internationale. Ce faisant, il justifie par avance le recours aux armes prosrites. Dire que tout se vaut expose à faire prévaloir le pire.

IDENTITÉ NATIONALE

Le test de la guerre

Pifomètre

Les sondages en question

(p. 8)

Entretien

Bilan sur l'Afrique

(p. 6/7)

M2242 - 553 - 14,00 F



Chevènement

Diabolisations

On pense ce qu'on veut ; mais, devant la guerre, il faut « penser » sans tricher - au nom des morts d'aujourd'hui, même si tout s'arrange pour que leurs cris ne nous parviennent pas, mais aussi des déchirures qui nous survivront ; penser rigoureusement veut dire s'efforcer de prendre en compte toutes les données (com-prendre), ensuite admettre que leur enchevêtrement est si complexe qu'aucune position n'est indigne et que falsifications et anathèmes sont superflus. Or, bien des nouveaux conscrits du droit, hélas !, y recourent : « on ne peut laisser l'Irak contrôler la moitié du pétrole mondial » écrit *La Presse Française* du 26 janvier, alors que l'Irak et Koweït ne possèdent « que » 10 + 9 % des réserves connues, et l'Arabie Séoudite 25 %, sans que l'on crie au chantage à la Charia (c'est pourtant l'un des trois seuls pays à refuser depuis 1948 la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) : le fait est qu'à la fin du siècle les États Unis dépendront du pétrole de la région pour les trois quarts de leur consommation d'énergie et qu'il serait plus sage de la réduire ou d'en diversifier les sources, comme nous le fîmes en 73, plutôt que de prétendre tout placer « under control », comme

déjà le demandait à Richard Nixon, qui s'en plaint dans ses Mémoires, le directeur de la CIA d'alors, un certain Georges Bush. Ou encore, selon le *Nouvel Obs* du 31 janvier, l'Irak construirait un missile, le « Condor », d'une portée de 1000 Km, « capable d'atteindre les principales capitales européennes » (sic) : plutôt que ces hystéries, mieux vaudrait s'habituer à penser l'équilibre d'un monde où, fatalement, les meilleures armes ne seront pas toujours aux mains des seuls blancs...

Certes il fallait une solide campagne de diabolisation pour justifier la destruction d'un pays qui, après celle du Liban, restait notre dernier allié dans une région vitale : mais la logique de diabolisation, religieuse, voire raciste, est le contraire d'une logique politique. Après Saddam Hussein, qui finit en effet par être un diable pour de vrai, la principale cible française fut Jean-Pierre Chevènement (le Président lui-même faillit y passer !). On reprocha au ministre de la Défense de s'exprimer sur la guerre - Bush, sorti de prières, ayant parlé, les successives positions françaises de repli ayant cédé une à une, que pas une tête ne dépasse ! Puis on cria à la

désertion en pleine guerre (comme le firent Galliéni et Lyautey), sans voir que tous les décrets d'attributions des ministres de la Défense leur assignent exclusivement la préparation de l'outil de défense, la responsabilité de la guerre revenant depuis Robert le Fort et les premiers Capétiens, au Chef de l'Etat, chef des Armées ; on reprocha au plus gaulliste de nos ministres de ne pas suivre l'exemple du Général se battant, expliqua doctement M. Vauzelle, pour que la France soit à la table des vainqueurs - alors qu'elle ne fut présente à aucun Yalta de l'après-guerre, ce dont il y a tout lieu de se féliciter d'ailleurs. Comble, on accusa même J.-P. Chevènement de céder à l'esprit munichois, accusation succulente venant des apôtres du désarmement unilatéral, qui acceptent un vide stratégique en Europe, ventre mou entre deux Himalaya nucléaires, pour consacrer sans doute ce qui resterait du dispositif de « défense » - alors à rebaptiser - au rasage des pays ayant le malheur d'être dirigés par des dictateurs indésirables - sachant qu'il en est par ailleurs de désirables. En France, que l'on sache, depuis Astérix, Geneviève, Jeanne ou les conscrits de Valmy, on ne prend honorablement les armes que pour résister - ce en

Espace de libre expression, notre rubrique « Tribune » n'engage pas la responsabilité du journal et les opinions qui y sont émises ne sont pas forcément celles de la Nouvelle Action Royaliste.

La démission du ministre de la Défense a donné lieu à des commentaires qui n'étaient pas tendres et ses ennemis ont eu plus souvent la parole que ses amis. C'est pourquoi loin de tout esprit polémique - et même si nous ne comprenons pas toutes les raisons des chevènementistes - nous ouvrons ici nos colonnes à un proche de Jean-Pierre Chevènement.

quoi nous sommes fondamentalement une Nation, et non un Empire. Au reste, céder aux plus puissants du moment, désarmer tranquillement, s'en remettre en toutes choses à de vastes conférences ferait penser que l'esprit de Munich n'est pas du côté que l'on dit.

J'ai été seul

Le Diable, comme on sait, est partout. Chacun doit lutter en lui-même, en commençant par ne pas céder aux hystéries. J.-P. Chevènement a considéré simplement que, du point de vue du droit, le boycott mondial du pétrole irakien était bien plus grave pour le dictateur de Bagdad que le martyr servi sur un plateau, et, quant aux autres intérêts de la France, que cette guerre lui ferait perdre bien davantage qu'elle n'en retirerait. Son attitude éminemment politique, son dévouement continu pour éviter les dérapages, sa longanimité, et finalement sa rigueur, signalent un homme d'Etat. Dans un beau discours prononcé lors des Journées de Gaulle il avait cité le rebelle de Londres : « J'ai été seul, chaque fois que j'ai eu raison »...

Paul-Marie COUTEAUX

Beurs

Les chemins du dialogue

On pouvait craindre que la guerre du Golfe n'engendre dans notre pays des conflits entre communautés. Mais c'est la volonté de dialogue qui l'emporte.

Dans les premiers jours de l'offensive alliée, ce qu'il est convenu d'appeler les « milieux auto-risés » ne cachaient pas leurs inquiétudes quant au maintien de la paix civile. Le premier vendredi de la guerre, des discours durs avaient été entendus dans les mosquées et des déclarations en faveur de Saddam Hussein avaient été observées dans certaines banlieues.

Ce pessimisme a été heureusement démenti. Dès avant le début du conflit, les représentants des communautés religieuses étaient entrés en contact, et la guerre, particulièrement douloureuse pour les communautés juive et musulmane, a fait immédiatement ressentir la nécessité d'un dialogue permanent. De leur côté, les associations laïques se sont mobilisées. Si SOS Racisme s'est fourvoyé dans la mésaventure « pacifiste », l'association « France Plus » s'est montrée rigoureusement républicaine (au sens du bien commun) en exprimant sans détour son souci d'unité nationale et en engageant, à la télévision, dans la presse écrite et sur le terrain, une remarquable campagne d'explication.

Areski Dahmani a en effet très clairement démontré que quelques cris « pro-Saddam » n'exprimaient pas les sentiments profonds des jeunes beurs, solidaires des peuples palestinien et irakien. Il est vrai, a-t-il déclaré au *Monde* (8-2-91), que « les exclusions sociales dont sont victimes les beurs nourrissent le parallèle entre le combat qu'ils mènent en France pour la reconnaissance de leurs droits élémentaires et celui de Saddam Hussein pour rétablir les Palestiniens dans leurs droits. Mais,



■ Areski Dahmani

dans le même temps, les beurs se rendent compte que l'Irak n'est pas un pays pauvre, que Saddam Hussein prend en otage, au service de ses intérêts personnels, la cause palestinienne et qu'en tout état de cause, ce n'est pas Saddam Hussein qui réglera leurs problèmes quotidiens...

S'adressant ainsi aux beurs et à l'ensemble des Français, Areski Dahmani n'oublie jamais, lorsqu'il s'exprime à la télévision, de parler aux habitants du Maghreb qui reçoivent, on l'oublie trop souvent, nos émissions. Outre l'importance majeure de ces messages d'amitié, c'est là une excellente leçon pour les gens des media parisiens, qui ont accumulé les commentaires irresponsables et provocateurs depuis le début du conflit.

Sylvie FERNOY

Socialistes

La charge des éléphants

Qu'il est lourd, le Parti socialiste ! Lourd et lent. Heureusement que l'Elysée ne compte pas trop sur lui pour faire entendre ses raisons.

Ils sont inouïs. Pétris de bonnes intentions mais tout de même inouïs. Figurez-vous que le bureau exécutif du Parti socialiste s'est réuni le 6 février pour décider une campagne « d'accompagnement » de la politique du président de la République dans le Golfe. Le 6 février, c'est-à-dire vingt jours après le début de la guerre, et sept mois après le commencement de la crise.

Bien sûr, à quelques exceptions près, les socialistes ont soutenu le chef de l'Etat, et approuvé clairement sa ligne de conduite. Mais de campagne point. Personne ou presque pour faire valoir les initiatives françaises de paix, pour expliquer pourquoi nous étions entrés dans une logique de guerre, pour répondre aux « pacifistes » et au lobby pro-irakien. La direction socialiste n'a même pas daigné s'intéresser à la pétition de soutien au président de la République publiée quelques jours avant l'ouverture des hostilités par la NAR et le Club 92. Pas de bruit, pas de vagues, laissons venir : tel est le réflexe bureaucratique qui, en ce domaine comme dans d'autres, a prévalu rue de Solferino.

Observons pour être justes que les autres composantes de la majorité présidentielle sont, elles aussi, demeurées très discrètes. La « France

unie » n'a pas mobilisé ses troupes, et les Radicaux de gauche, grands donneurs de leçons républicaines, ont laissé au repos leur impressionnant appareil...

Enfin, depuis le 6 février, la « campagne d'accompagnement » est officiellement lancée : affiches, tracts, déplacements de responsables dans les fédérations. Après sept mois d'inertie, les dits responsables auront du travail : les amis de Julien Dray affichent publiquement leurs positions pacifistes, les militants poperénistes s'agitent, et les chevènementistes fidèles sont depuis des semaines en dissidence ouverte. A quelque chose malheur est bon : pour la première fois depuis plusieurs années, un véritable débat politique est ouvert au P.S.

Un débat, et non pas une crise. Le courant Socialisme et République, principal lieu de la contestation pacifiste, est lui-même divisé et les autres contestataires sont marginaux. Le souci des carrières ministérielles et des mandats électoraux en inciteront plus d'un à la prudence... Le Parti socialiste peut entrer en campagne sans trop de risques pour lui-même. Reste à savoir combien de temps il lui faudra pour mettre en place son dispositif. Chargez, les éléphants !

Annette DELRANCK

Intrigué par la N.A.R. ?

Interrogez-nous grâce à notre service minitel

36 15 AGIR * NAR

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Tribune : Diabolisations - p. 3 : Les chemins du dialogue - La charge des éléphants - p. 4 : L'Allemagne cavalier seul - Figures de l'exil - p. 5 : De l'Euphrate à l'Indus - p. 6/7 : Bilan africain - p. 8 : Affaires - Fabriquer l'opinion - p. 9 : L'an prochain à Jérusalem - p. 10 : De villes en villes - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : L'identité nationale à l'épreuve de la guerre.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Désordre monétaire

L'Allemagne cavalier seul

Relativement harmonieuse depuis les accords du Plaza adoptés par le G5 en 1985, la coopération monétaire internationale vient d'être mise à mal par les récentes décisions contradictoires des Allemands et des Américains.

Deux politiques s'affrontent désormais - l'une menée par les Etats-Unis, l'autre, par l'Allemagne - qui répondent à deux objectifs différents et utilisent comme moyen d'action, le même opérateur : le taux d'intérêt ou loyer de l'argent.

La récession économique que traversent, actuellement, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada, la réunification de l'Allemagne et le déclenchement des hostilités dans le Golfe ont eu raison du fragile édifice laborieusement échafaudé depuis la réunion du G5 à New-York en 1985. Ainsi la Fed (banque centrale américaine) a-t-elle, début février, baissé son taux d'escompte, le ramenant de

6,5% à 6%. Le but poursuivi est de donner une bouffée d'oxygène aux entreprises qui ont des charges financières très lourdes de faciliter le crédit à la consommation, de relancer l'investissement, favoriser les exportations et, par ce biais, tenter une sortie de la récession, à l'heure où tous les indicateurs économiques sont à la baisse, outre Atlantique. Le résultat n'a pas tardé à se faire sentir : le dollar qui avait chuté de 20% en un an, tomba à 4,95 F et établissait son niveau le plus bas par rapport à la monnaie allemande, à 1,48 DM.

Dans le même temps, le Bundesbank augmentait son taux d'escompte et son taux directeur, les faisant passer, respectivement, de 6% à 6,5% et 8,5% à 9%. L'objectif affiché de

cette politique qui a pour effet d'augmenter la valeur du Mark, est d'attirer vers l'Allemagne des capitaux en provenance du monde entier, pour financer l'accroissement du déficit budgétaire consécutif à la réunification, sans pour autant être obligé d'augmenter les impôts (comme s'y est engagé Helmut Kohl au cours de sa dernière campagne électorale). En effet, alors que la RFA était jusqu'alors réputée pour sa rigueur, le déficit prévisible de ses finances publiques sera de l'ordre de 110 milliards de Marks en 1991.

Dans le contexte actuel, ces deux mesures auront, à n'en pas douter, des conséquences néfastes pour la France. D'abord parce qu'une baisse généralisée des taux auraient permis d'éviter la récession qui guette. Ensuite, parce que, la baisse du dollar aidant, les exportateurs français devront augmenter leur quantité de produits, qu'ils auront, par ailleurs

plus de mal à vendre, pour pallier la baisse du dollar.

Cela met en évidence les limites de l'ordre monétaire issu de l'accord du Plaza. Malgré les injonctions contenues dans la résolution finale de la dernière réunion du G7 qui s'est tenu fin janvier à New-York, selon lesquels tout devait être fait pour favoriser « la mise en œuvre de politiques budgétaires saines associées à des politiques monétaires stables ». Vœux pieux, car rien n'a jamais véritablement été fait, depuis le début des années 70 pour reconstruire un système monétaire international.

Cela amène, également, à s'interroger sur les limites des politiques menées actuellement et les idées reçues. Pour faire passer plus facilement la pilule, les autorités allemandes ont prétendu qu'il s'agissait d'éviter une surchauffe de leur économie et un retour à une inflation impor-

taine. Effectivement, en théorie, des taux élevés découragent le crédit (principale forme de création monétaire), la demande décroît et les tensions sur les prix faiblissent. Ce qui est vrai à court terme, s'inverse dans le moyen terme. Des taux élevés peuvent relancer l'inflation, en provoquant une chute de l'investissement, un alourdissement des charges financières des entreprises et une stagnation des capacités de production. L'offre faiblissant les prix recommencent à augmenter. La meilleure illustration nous est donnée par la Grande-Bretagne qui a des taux élevés et une forte inflation. D'où la nécessité de relancer le débat économique sans lequel les hommes politiques en charge des grandes orientations économiques se contenteront de reconduire des théories et des mécanismes issus d'un autre âge.

Patrice LE ROUÉ

Figures de l'exil

Sur TF1, le 8 février, un remarquable reportage sur l'exil, l'attente et l'espoir de princes et de rois qui commencent à nous devenir familiers.

Dans le prolongement des *Couronnes de l'exil* (1) et sous le même titre, Stéphane Bern a réalisé en compagnie de Bernard Volker un reportage de près d'une heure qui vient heureusement illustrer son livre.

Cela commence par la figure nostalgique de Louis-Ferdinand de Prusse qui se souvient avec émotion du bon

vieux temps de son enfance, lorsqu'il sautait sur les genoux de l'empereur Guillaume II. Un homme si bon... Pour sa part, Vladimir de Russie, héritier des Romanov, se reprend à espérer, moins de recevoir la couronne des Tsars que de découvrir enfin sa patrie. Tristesse de l'exil, qu'éclaire le sourire du très jeune prince héritier. Avec Otto de Habsbourg, nous entrons dans la politi-

que. Fils du dernier empereur Charles, opposant résolu à Hitler, cet homme de 78 ans, vif et intelligent, s'est fait allemand pour devenir député de Bavière. Cette nouvelle nationalité ne le gêne pas puisque ses ancêtres « ont gouverné l'Allemagne pendant 600 ans ». Gouverné, c'est beaucoup dire. Mais Otto est un européen convaincu, qui veut « défendre la culture européenne en danger » (il ne nous dit pas lequel). L'archiduc, qui s'est marié à Nancy, se sent partout chez lui, y compris en Bourgogne ! Ces Habsbourg-« Lor-

raine » n'ont décidément pas changé... Avec Leka d'Albanie, Alexandre de Yougoslavie, Michel de Roumanie et Siméon de Bulgarie, nous retrouvons des princes héritiers et des rois en exil qui, depuis un an, entrent peu à peu dans l'actualité. Tous ont vécu l'exil comme une épreuve qu'ils ont surmontée par un travail acharné qui leur a permis d'entretenir leur famille et d'aider leurs compatriotes. Et tous affirment un projet politique identique : au sortir de la dictature communiste, restaurer d'abord la démocratie afin que le peuple puisse choisir librement ses institutions - république ou monarchie constitutionnelle.

Sur le chemin du retour, le roi Siméon paraît le plus avancé : en Bulgarie les appels se multiplient en

sa faveur et des officiels bulgares sont venus étudier à Madrid les avantages de la « solution espagnole ». Mais il faut aussi retenir le bel éloge que fit la princesse Margarita de Michel de Roumanie : « mon père, c'est une force de la nature et c'est la dignité incarnée. C'est un homme d'une très haute valeur morale. Evidemment, c'est mon père, je l'aime, alors je ne peux pas être tout à fait objective. Mais je l'aime aussi comme personnalité historique, pour ce qu'il a fait pour son pays en luttant contre les extrémistes de droite et de gauche... ». Des paroles qui touchent tout particulièrement les royalistes français. Ne me demandez pas pourquoi...

Yves LANDEVENNEC

(1) Stéphane Bern - *Les couronnes de l'exil* - éd. Baland - prix franco : 139 F.

Perspective

De l'Euphrate à l'Indus

L'affaïssement du centre entraîne unhaussement des ailes. L'onde de choc du conflit du Golfe atteint le Maghreb et l'Islam turco-irano-indien et l'écho qu'elle y rencontre rejaillira sur le devenir du Moyen-Orient.

Dans l'immédiat, notre souci principal est au Maghreb. Cependant, les affrontements où se joue la paix du monde se situent beaucoup plus loin, toujours plus à l'Orient. C'est de là-bas que nous subissons les conséquences dans nos proches relations. C'est vers l'Est qu'il nous faut continuer à porter nos regards.

L'Iran a tout intérêt à préserver sa neutralité. Il a déjà récupéré ce qu'il avait perdu contre l'Irak. Il est en passe de rafler les mises de la guerre qui oppose l'Irak et l'Arabie Séoudite. Celle-ci avait jusqu'ici plutôt bien joué son rôle de « gardien » de l'Islam. Le contrôle qu'elle exerçait sur un islamisme qu'elle favorisait ne survivra vraisemblablement pas à la guerre. Après sa victoire à la Pyrrhus, elle n'apparaîtra plus que comme l'apprenti-sorcière d'un islam qui pourra se parer des thèmes révolutionnaires patronnés par l'Iran (1). La rivalité ne sera plus entre deux islams pétroliers, deux islams autoritaires, celui du dictateur et celui du monarque, mais entre deux intégrismes, deux islams de la base, communautaires. Le cadre géographique plus vaste entraîne un déplacement du centre. Les Iraniens parlent de solution islamique et non arabe. Dans cette perspective, l'Iran occupe une position moyenne entre Islam arabe et Islam indien. Chiites de surcroît, ils ne peuvent se montrer généreux, ce qui veut dire le cas échéant réalistes, tout en finesse là où au moyen-orient arabe tout est force.

Si nous devons retenir Israël d'entrer dans le conflit, les stratégies

américains et soviétiques sont autant persuadés qu'ils doivent faire le maximum pour éviter que l'Iran ne se joigne à l'Irak. C'est une forme de reconnaissance de son poids et peut-être le début de la sagesse et d'un rapprochement ultérieur entre Washington et Téhéran. Un *modus vivendi* devra de toute façon être trouvé entre les deux pour gérer l'après-guerre. Les Américains ne peuvent guère rétablir l'état de choses *ante*, les familles des émirs et les royalties de l'or noir. Sauront-ils imaginer, outre un règlement international des conflits inter-arabes, dont le problème pétrolier, et israélo-arabe, un autre consensus stratégique que celui décalqué de la guerre froide ? Les évolutions de ses deux alliés traditionnels, la Turquie et le Pakistan, l'inciteront à réfléchir.

Ces deux pays sont les contreforts de la région. Ils ont su ménager à la fois l'Arabie séoudite et l'Iran mais ils ne sont pas à l'abri des mutations qui affecteront l'islamisme particulièrement fort chez eux.

Des deux, le Pakistan est en première ligne. Ce n'est pas par hasard que les militaires sont revenus au pouvoir à Islamabad quatre jours après le début de l'invasion du Koweït, mettant abruptement fin à l'expérience de Mme Bhutto. Depuis l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan en 1988, la rente géostratégique dont jouissait le Pakistan auprès des États-Unis était menacée. 40% de l'aide américaine à ce pays est militaire. Avec la guerre du Golfe, le rôle stratégique du Pakistan renaît. Même phénomène pour la Turquie, verrou du flanc sud de l'OTAN hier

face à l'URSS, aujourd'hui vis-à-vis du Moyen-Orient.

Les cas pakistanais et turcs diffèrent cependant en ceci que si le pan-touranisme appartient à l'ordre du mythe, le panislamisme dans le sous-continent indien, fondement de l'Etat pakistanais, est en éruption. Non pas à cause d'une sorte de réveil universel des religions, mais par l'effet de deux raisons efficaces : la fin du non-alignement qui va de pair avec la fin des blocs, prive l'Etat indien de l'un de ses grands fondements historiques. Au plan international, la conférence islamique peut remplacer les non-alignés et l'Inde est rejeté à sa propre identité réductrice. Ceci serait encore insuffisant sans le jeu de solidarités qui, à travers l'Afghanistan, courent de l'Iran au Cachemire par tadjiks iranophones interposés, fer de lance de la résistance islamique au pouvoir de Kaboul. Le problème Sikh au Pendjab, les affrontements communautaires ailleurs en Inde, ne sont pas nouveaux. La guerre du Cachemire a subitement éclaté en 1989 avec un caractère islamique révolutionnaire que n'avaient pas les guerres précédentes de 1948 ou 1965. Guerre, qui plus est, aux confins islamisés de l'URSS (le Tadjikistan) et de la Chine.

Les autorités de Washington, qui sont déjà partagées sur le soutien aux moudjahidin d'Afghanistan, se trouveront devant le même dilemme pour ce qui concerne le Pakistan et l'Iran : la géopolitique au risque du fondamentalisme.

Yves LAMARCK

(1) Déjà dans l'affaire Rushdie. Voir *Royaliste* n°511.

**Minitel 36 15
AGIR.NAR**

François Gaulme

Bilan africain

● **Royaliste : Quelle est aujourd'hui la situation politique en Afrique ?**

François Gaulme : Nous avons connu ces derniers mois des troubles graves au Rwanda, une guerre civile abominable au Libéria, des élections législatives au Gabon, une élection présidentielle en Côte d'Ivoire. Ces différents événements montrent que la vie politique en Afrique est en pleine effervescence. Beaucoup y ont vu la conséquence directe des événements d'Europe de l'Est - ainsi le maréchal Mobutu, très impressionné par le film de l'exécution de Ceausescu, aurait décidé de changer sa politique intérieure dans un sens plus démocratique. Mais les événements survenus à l'Est ne peuvent tout expliquer. Avant 1989, il y avait déjà eu des signes d'évolution démocratique : le Soudan avait tenté une évolution en ce sens (mais il a échoué), le Gabon avait montré des signes d'ouverture, de négociation entre l'opposition et le chef de l'Etat.

Il faut rappeler qu'en Afrique les systèmes de parti unique étaient prédominants : la démocratie parlementaire n'existe qu'au Sénégal, au Botswana, au Zimbabwe d'une certaine manière mais ce pays évolue vers le mono-partisme. Ces régimes se sentaient très sûrs d'eux : ils avaient supprimé toutes les libertés et tous les gens qui les gênaient, les assemblées nationales étaient devenues des chambres d'enregistrement et, dans les pays anglophones où les pouvoirs étaient moins dépendants les uns des autres que dans les pays francophones, l'indépendance de la magistrature et celle de la fonction publique avaient été supprimées.

Telle était l'évolution, quand la crise économique se mit à avoir des effets déstabilisateurs. Cela s'est passé en plusieurs temps. Le premier choc pétrolier de 1973 a libéré des capi-

taux sur le marché mondial qui sont allés dans des banques. Ces banques ont prêté aux Etats, en Amérique du Sud et en Afrique. Il y a donc eu un endettement considérable auquel on pensait faire face grâce aux revenus pétroliers ou parce que le marché des matières premières était en hausse. Mais quand il a fallu rembourser les dettes, dix ans plus tard, la situation économique internationale s'était renversée : il y avait un phénomène massif de surproduction pour les matières premières parce que la demande ne s'était pas adaptée à la frénésie de production. La crise financière est venue d'elle-même, par la perversité du système international issu du premier choc pétrolier. Les Etats africains ont tenté de résoudre cette crise financière en tentant de réduire leur train de vie (ce qui n'est guère possible) en se tournant vers des banques (mais elles n'avaient plus confiance) puis vers des Etats et vers le FMI. Mais, comme vous le savez, le FMI exige que les Etats fassent des économies en réduisant considérablement le secteur parastatique et la fonction publique. D'où des effets sociaux déstabilisateurs, puisque les suppressions d'emploi et les réductions de salaires ont des conséquences sur le secteur privé. Comme, en outre, les populations touchées vivent dans les villes, la crise sociale débouche sur une contestation politique.

Prenons l'exemple du Rwanda. Son PNB a baissé de 6% en 1989 alors que la progression démographique annuelle est de plus de 3% avec une densité de population exceptionnelle. Ce pays relativement bien géré est maintenant menacé de famine, la corruption s'est développée, et c'est dans cette situation que son territoire a été envahi par des rebelles venus d'Ouganda. On voit donc que les problèmes économiques et politiques

sont étroitement imbriqués et il en est de même dans tous les pays africains.

● **Royaliste : Quel est l'avenir du mouvement démocratique ?**

F. Gaulme : Je pense que ce mouvement est irréversible. Lors du sommet franco-africain de la Baule, en 1990, la France a appelé à la démocratisation des régimes africains alors qu'elle se gardait d'ordinaire d'intervenir dans les affaires intérieures : la France, disait-on, reconnaît les Etats, non les gouvernements. Or elle a donné pour la première fois des conseils de démocratisation et le roi du Maroc s'est déclaré tout à fait solidaire de la France sur ce point. Mais il y a eu aussi un clan des chefs d'Etat africains décidés à résister à la démocratie : le président du Togo, et ceux du Tchad, de Centrafrique et du Rwanda. Or ils se trouvent aujourd'hui

dans une situation difficile : des émeutes au Togo ont entraîné la promesse à terme du multipartisme, Hissen Habré a été renversé et j'ai évoqué plus haut la situation au Rwanda. En revanche, ceux qui ont fait des concessions ont réussi à tenir le cap. Le président Houphouët-Boigny s'est fait réélire ; la démocratie sénégalaise n'est pas très brillante mais elle tient ; au Bénin, le régime militaire a été violemment contesté et une solution de transition a été trouvée : le président est resté au pouvoir mais il a réuni une conférence nationale incluant les représentants de l'opposition, qui a décidé de nommer un premier ministre et de mener une politique de remise en ordre économique et financière. Au Gabon, la crise financière créée par la chute des cours du pétrole a provoqué de violentes revendications sociales, si bien que le président Bongo

a proposé la réunion d'une conférence nationale comme au Bénin ; cette conférence s'est prononcée en faveur du multipartisme, que le président a accepté, et il y a eu des élections législatives en octobre 1990. Mais entre ces deux événements, vous savez qu'il y a eu une insurrection, notamment à Port-Gentil : l'envoi de troupes par la France a stabilisé la situation et, alors qu'on redoutait la guerre civile, le pouvoir et l'opposition se sont mis d'accord pour l'organisation des élections.

Les exemples du Gabon et du Bénin montrent que la démocratie est souhaitée par les Africains et qu'elle est viable - à condition me semble-t-il qu'il y ait des gouvernements d'union nationale regroupant majorité et opposition. C'est d'ailleurs ce qui s'est fait au moment de l'indépendance : les partis vainqueurs aux élections ont appelé les opposants au pouvoir. Les partis uniques africains se sont donc constitués à partir d'une fusion entre des personnes et des groupes ayant des intérêts convergents. C'est ce que Jean-François Bayart appelle une alliance hégémonique. Cette alliance demeurera mais il y a une différence entre le parti unique et le multipartisme d'union nationale. Dans le premier cas, l'appel à partager le pouvoir vient uniquement du chef de l'Etat ; dans le second, ce sont des partis qui discutent et le partage se fait de façon moins arbitraire. D'autre part, on pensait il y a trente ans que les élites occidentalisées allaient rapidement supplanter les élites traditionnelles. Or on a le sentiment que ces élites traditionnelles, en s'exprimant de manière nouvelle, reprennent une certaine vigueur, une certaine capacité d'expression politique. Il ne s'agit pas des chefs, des princes, des rois, mais de groupes sociaux fondés sur des solidarités traditionnelles. On voit aussi que beaucoup des nouveaux opposants sont des gens qui ont une situation traditionnelle supérieure à celles des dirigeants formés par les colonisateurs et qui souvent n'avaient pas un statut traditionnel très élevé.

● **Royaliste : Quelle est l'ampleur de la crise économique ?**

F. Gaulme : La situation économique est très dégradée. Le fait important est que l'Afrique a perdu de plus en plus de parts du marché commercial mondial. Elle a été incapable

de vendre autre chose que des matières premières, et elle est de moins en moins capable de les vendre avec profit en triomphant de la concurrence qui est apparue dans ce qu'on appelle encore le tiers monde : le phénomène essentiel des années quatre-vingt est qu'il n'y a plus de tiers-monde puisqu'une fraction des pays qu'on rangeait dans cette catégorie est en train de prendre place parmi les pays développés : ce sont les nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-Est. Aujourd'hui, l'Asie a réussi une percée remarquable, non seulement dans le domaine des produits industrialisés mais aussi dans le secteur primaire. Par exemple, le marché de l'huile de palme, que l'Afrique contrôlait il y a un demi-siècle, est aujourd'hui dominé par la Malaisie. Le premier producteur mondial de cacao est toujours la Côte d'Ivoire mais elle est aujourd'hui sérieusement concurrencée par l'Indonésie. Il en est de même pour le café. En ce qui concerne le minerai de fer, la France avait des projets en Afrique qui sont abandonnés en raison de la concurrence du Brésil.

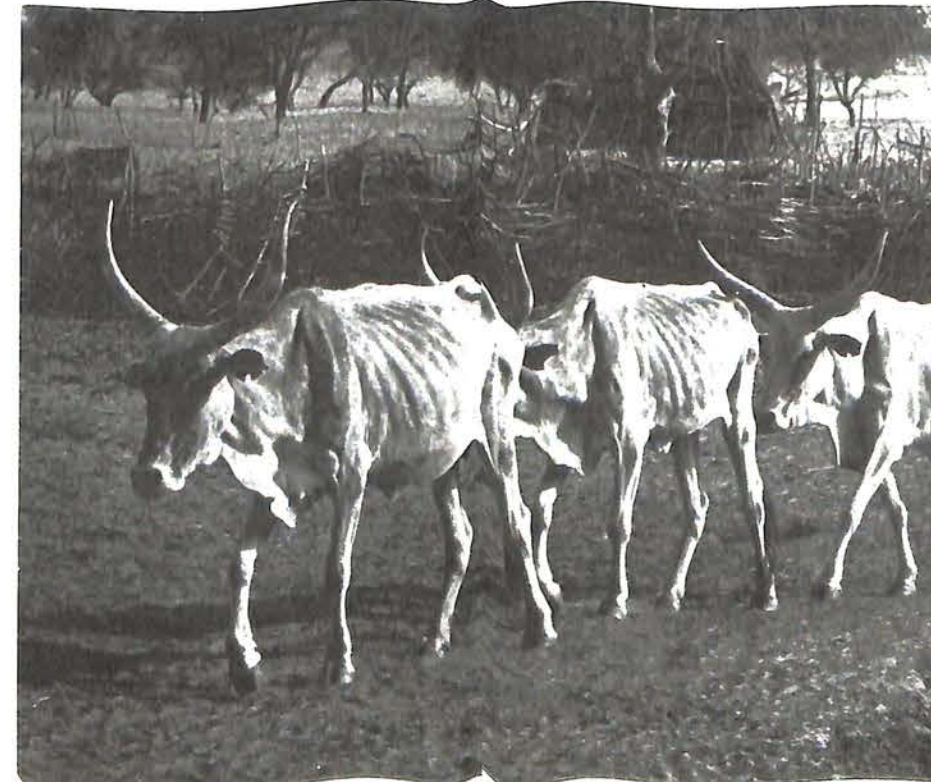
Cette situation n'est pas irréversible, mais l'Afrique est cependant en perte de vitesse. Le problème n'est pas seulement financier. La progression démographique est très forte (3% par an en moyenne) et la surpopulation a des effets désastreux sur l'environnement : destruction de la couverture végétale par augmentation de l'élevage, par augmentation de la consommation de bois de chauffage. Or le sol de l'Afrique est fragile en raison des pluies rares et violentes qui détruisent rapidement la couche arable. Les Africains ont donc de plus en plus de mal à se nourrir et à trouver de l'eau potable. Il faut aussi souligner la dégradation très importante de la santé. Les colonisateurs, pour justifier leur pouvoir, avaient fait de très gros efforts dans ce domaine et avaient des politiques systématiques de lutte contre les maladies. Tout cela a été peu à peu abandonné en raison de la désorganisation administrative. En outre, la circulation des hommes s'est accrue et les transports aériens ont joué un rôle très important dans l'extension des fléaux qui frappent l'Afrique. On connaît les effets dévastateurs du Sida. Mais il y a aussi la réapparition de maladies anciennes : maladie du sommeil, nouvelles formes de palu-

disme. Or personne n'est aujourd'hui en mesure de mener la politique sanitaire systématique qui s'impose : les gouvernements sont impuissants même quand ils s'unissent, et les organismes internationaux sont incapables de mettre en oeuvre leurs idées sur le terrain. Par exemple, la Banque mondiale réclame avec insistance une régulation des naissances qui est impossible à obtenir puisque, en situation de crise, dans des pays où il n'y a pas de sécurité sociale, la garantie de survie croît avec le nombre des enfants. La situation économique et sociale du continent africain est donc plus préoccupante que la situation politique, qui peut se stabiliser.

● **Royaliste : Quelles sont les incidences de cette situation sur la politique française ?**

F. Gaulme : Au moment de la décolonisation, la France avait décidé de s'appuyer prioritairement sur l'Afrique sub-saharienne, et elle est effectivement restée très proche des Etats africains dans tous les domaines. Mais les choses se sont gâtées dans les années soixante-dix en raison du problème de l'endettement que la France n'a pas pu contrôler. Lorsque les Etats africains ont demandé l'aide de la France pour leurs remboursements, il n'a pas été possible de faire face à toutes les demandes et, d'autre part, nous décidons en liaison avec les autres bailleurs de fonds. Cela signifie que nous n'avons plus les moyens d'avoir une clientèle. Quant à la francophonie, elle n'a pas de réalité dans le domaine économique, et cela d'autant moins que les pays francophones d'Afrique sont en train de s'appauvrir. Or la francophonie était un élément très important de notre politique. Le troisième problème concerne la politique interventionniste de la France, marquée par de nombreuses actions militaires. Cette politique a permis d'éviter l'anarchie et les guerres civiles qui ont frappé les anciennes colonies anglaises, belges et portugaises. La question est de savoir si la France aura toujours les capacités d'intervenir pour empêcher une détérioration de la situation économique, politique et administrative dans les Etats francophones. La France a aujourd'hui beaucoup de mal à définir une nouvelle politique africaine.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR en décembre 1990



L'effondrement des régimes communistes européens, puis la crise du proche-Orient ont relégué l'Afrique sub-saharienne à l'arrière-plan. Sur la crise économique et financière, sur l'aggravation de la situation sanitaire, sur les progrès de la démocratie, il importe de prendre une exacte mesure des enjeux africains. Rédacteur en chef de la revue « Marchés tropicaux », François Gaulme nous permet de faire le point.

Affaires

Fabriquer l'opinion

Qu'en est-il de l'évolution structurelle du capitalisme français ? Quel est le degré d'imbriication du pouvoir politique et du pouvoir financier ? Comment s'y reconnaître dans les stratégies qui débouchent parfois sur des « affaires » dont les media ne retiennent que le côté spectaculaire ?

Ces questions importantes sont rarement abordées dans des ouvrages accessibles au grand public. Celui d'Airy Routier comble en partie ce manque - en partie seulement car sa *République des Loups* (1) concerne essentiellement l'affaire de la Société Générale et le scandale Péchiney. Mais ces deux cas sont exemplaires.

Rédacteur en chef adjoint de *L'Expansion*, l'auteur s'appuie sur une information rigoureuse qu'il expose au cours d'un récit alerte jalonné de remarquables portraits. Voici Georges Pébereau, l'homme qui tenta de s'emparer de la Société Générale, Alain Boubil, le directeur de cabinet du ministre des Finances qui avait pour principale faiblesse de ne pas appartenir à un grand corps, le scintillant Samir Traboulsi, mais aussi les hommes de l'Elysée et ceux de Matignon, les réseaux et les castes, les dangereuses compromissions entre la classe politique et le milieu financier.

De ce roman vrai du pouvoir politico-financier, Airy Routier tire des conclusions sévères pour l'Etat, dont les attitudes et les choix sont confus ou contradictoires, dont les ordres ne sont pas respectés, et qui a choisi, en ce domaine comme en bien d'autres, d'adopter un profil bas. Après l'humiliation, l'humilité. Malaise...

Y.L.

(1) Livre de poche, 1990 - Prix franco 40 F.

L'opinion publique existe-t-elle ? Et si oui les sondages en sont-ils une expression scientifique ? Deux questions décisives pour la démocratie...



Pas de jour sans sondage, pas la moindre question qui ne soit posée et analysée par un institut d'opinion : cote de popularité, intentions de vote, réformes techniques, pratiques sexuelles, tout donne lieu à des statistiques, à des graphiques, et aux interprétations savantes des politologues. Des comportements et des décisions en découlent, qui modifient le jeu politique. L'avantage, nous assure-t-on, serait double puisque le savoir accompagnerait désormais la démocratie.

Or cet avantage n'est qu'une illusion : il ne s'agit pas de science mais d'une croyance délibérément entretenue qui tend à disqualifier les procédures démocratiques et qui ruine la légitimité de la classe politique. Telle est la thèse très solidement argumentée que défend Patrick Champagne dans un ouvrage appelé à devenir une référence majeure. Dès 1973, le sociologue Pierre Bourdieu avait reproché aux instituts de sondage de fabriquer l'opinion publique qu'ils prétendaient mesurer en postulant que tous les individus ont une opinion, que tous se posent bien la question qu'on leur pose, et que toutes les opinions, de même valeur sur le plan politique, ont aussi le même poids social. Patrick Champagne reprend,

précise et prolonge cette critique initiale en montrant que la notion d'opinion publique, floue et manipulable, doit être analysée à travers une série de distinctions, comme le fit naguère Alfred Sauvy, et sans jamais prétendre la connaître toute entière. La prétendue science des sondages a balayé ces prudences en rassemblant des chiffres et des pourcentages comme si c'était l'expression même de la vérité. Encore faudrait-il que ces « données » soient établies selon des méthodes rigoureuses, et analysées par des observateurs impartiaux sans que les conditions de l'expérience puissent orienter ou modifier les réactions des personnes interrogées.

Tel n'est pas le cas. Les instituts de sondages sont des organismes commerciaux qui vendent un produit, veillent à leur publicité et poussent à la consommation. Devenus « crédibles » grâce aux sondages effectués à la sortie des urnes, dont les résultats sont justes mais sans grand intérêt, ils ont incité la presse et les hommes politiques à leur commander des enquêtes de plus en plus raffinées mais de moins en moins sérieuses. Ainsi, un sondage sur un comportement social particulier ne signifie rien s'il n'est pas accompagné d'entretiens approfondis et d'observation

ethnologique. De plus, les politologues qui commentent les résultats n'ont pas la neutralité requise puisqu'ils sont professeurs de sciences politiques, rétribués par les instituts et parfois conseillers de dirigeants politiques. Quant aux sondés, nul ne s'inquiète de savoir s'ils comprennent les questions de la même manière que les enquêteurs, et nul n'est en mesure de vérifier l'interprétation des réponses. En outre, les instituts ont de plus en plus recours à des sondés « professionnels », ce qui transforme évidemment les conditions et les résultats de l'enquête.

Ces méthodes pifométriques donnent des résultats aberrants (95% des personnes interrogées sont pour ou contre telle réglementation que 23% déclarent connaître) et des estimations fausses : Raymond Barre, qui « caracolait » en tête des sondages a été battu dès le premier tour. Pourtant, les sondages se sont imposés comme vérité d'évidence, comme enjeu déterminant. C'est que les sondeurs jouent sur deux tableaux : aux hommes politiques qui se méfient, ils expliquent que les résultats sont scientifiques ; et les scientifiques qui contestent sont accusés de mépriser la démocratie. L'intimidation a été efficace mais l'illusion est maintenant dévoilée : les sondages sont scientifiquement faibles et leur force politique constitue une menace pour la démocratie puisqu'ils brouillent sans cesse l'expression du suffrage universel, puisqu'ils aboutissent à une constante mise en doute de la légitimité des représentants de la nation.

Qui osera tirer de cette critique fondée les conclusions qui s'imposent ?

B. LA RICHARDAIS

(1) Patrick Champagne : *Faire l'opinion*. Editions de Minuit, 1990. Prix franco 151 F.

L'an prochain à Jérusalem ?

Du sort éphémère de cette feuille et des mots que j'y trace, que l'on se garde bien de conclure à la vanité du langage et de l'écrit, mais que l'on songe plutôt aux « ouvrages » plus pérennes qu'aucune architecture : aux *Livres saints*.

Ce qui leur vaut ce titre à travers le temps de notre Histoire ne résulte pas d'une louange superstitieuse, mais dérive d'un éloge intrinsèque - eu-logie, ou « bon Logos » - qui les fit reconnaître dès leur surgissement comme Parole étroitement ajustée à l'humaine destinée de ce cycle. Mieux que parole édictée une fois pour toute : parole échangée, dialogue de Dieu à l'homme en tant que sujets et co-auteurs de la Création.

S'il a été donné à ce message croisé d'être diffusé par l'Eglise en toutes langues vivantes, on ne peut oublier l'idiome où il s'est fait verbe, ni la survivance prodigieuse du peuple dont c'était l'héritage unique. Même, la question se pose de savoir si Israël n'a pas « tenu ensemble » à travers dispersions et persécutions (jusqu'à redevenir le foyer conflictuel de notre actualité) par l'unique vertu et pour le seul service de ce Livre reçu de ses pères, alors qu'il est pour nous aussi, chrétiens et musulmans, le lieu d'enracinement de notre Sens.

Nous avons suivi Raphaël Draï dans les deux études qu'il a dédiées à la genèse de la liberté et de la responsabilité politiques par interrogation du Livre (1). Et voici la troisième où il aborde avec le même art d'exégèse les questions-clefs (2) :

S'il est vrai que Dieu parle, à qui et comment le fait-il ? Et si le peuple écoute et répond, quel est le rituel de cette « communication » ? En quoi ces révélations ont-elles pu féconder nos manières d'être ensemble en les situant sous le regard et l'interrogation transcendante ? Le lien religieux est-il finalement destiné - au-delà de la conquête laïque et des délirs intégristes - à mener à sa maturité la liberté politique ?

Du moins résumons-nous ainsi ce que nous retiendrons ici, à grands traits, sous trois aspects.

Le Livre

En hébreu *sepher* - analogue scripturaire du saphir sur lequel reposent les pieds de la Divinité - le Livre est le récit ascensionnel, le « Dire » organiquement cohérent, ouvert par la re-citation et le chant à « un continuel travail d'innovation », une « parole dialogale que constituent les réponses et questions des hommes vivants à qui s'adresse un Dieu relationnel ». Aucunement réductible à un texte, la Bible ne peut être approchée que du même mouvement et dans le même Esprit où les prophètes en ont été saisis. L'exact contraire du code pétrifié de nos communications techniciennes, mais le modèle trop méconnu de la pensée scientifique quand elle se dégage du diktat de la visée totalitaire pour approcher son objet par conceptualisations successives et respecter les modes sous lesquels il se révèle.

Car l'Ecriture sainte procède à la Révélation. Elle en est le haut-lieu. Et celui qui, parmi nous, la reçoit est « prophète », ou pour mieux dire en hébreu *nabi*. Il est non seulement porte-parole et interprète, mais celui qui perçoit la « structuration fondamentale de l'univers », son code essentiel, assume le langage comme élaboration, et le dialogue comme oeuvre de justice arbitrale. Entendons que le prophète met en oeuvre dans la communication actuelle les facultés inscrites dans le programme créateur : il parle dans la cohérence de l'Etre.

Dans cette cohérence génétique se situe la révélation faite et refaite à Israël de son alliance au Très-Haut. D'où l'importance, pour le peuple oublieux ou rebelle, de cette prophétie qui le rappelle à son identité contractuelle : il est Peuple choisi par son choix. Et si l'Alliance - Brith - s'évanouit, c'est la cohérence du peuple en tant que tel qui se dissout, et c'est l'exil - exode inverse - qui le lui signifient et tentent de le rappeler à son Désir.

Le Roi

En la personne de David, l'histoire offre l'exemple d'un roi intégrant au plus haut degré les rôles de dirigeant et de prophète. Elu pour son service de berger, il paît un troupeau où chacun est une personne particulière ; s'il y révèle la convivialité du peuple, ce n'est pas comme un tout grégaire, mais en y distinguant les âmes par leur nom. De là, prolongée par Samuel, la figure du roi - Melekh - s'incorpore le rôle de juge. Un juge non point absolu et arbitraire, mais lié par la Loi qui le revêt : juge d'appel, respectueux des mille justices rendues et les couronnant de son autorité. Enfin, juge conscient des limites éthiques et des frontières territoriales qu'il n'a pas pouvoir de transgresser sans dénaturer sa fonction.

Finalement, le roi est aussi Machiah, messie, oint. Il reçoit cette onction et ne se la confère aucunement lui-même : il s'incline devant la succession des temps, s'insère à sa place dans la lignée et l'historique de la nation et ne se targue pas d'en être à l'origine. Si bien que tous ces traits propres aux rois d'Israël, repris liturgiquement par les rois des nations et surtout de France, les qualifient pour assurer le développement des trois niveaux de l'être en chacun des hommes sur qui ils règnent. Au nom du même contrat d'alliance qui unit l'univers et les êtres à leur Dieu.

Le Peuple

Israël en offre la parabole la plus actuelle parce que Draï le situe au terme du parcours historique bimillénaire qui l'a mené de Jérusalem à Jérusalem. Ici, toute parole est prophétique quand elle reconnaît, en ce cheminement à l'ombre de l'évangélisation chrétienne ou de ses trop sanglantes contrefaçons, la permanence d'un témoignage universel que le Peuple revenu à sa place parmi les nations est à présent sommé d'accomplir.

Témoignage qui devra trancher la querelle si vive du religieux au laïc, du théocratique au séculier. La nécessité d'un droit divin qui soit présent au politique est telle que le droit n'a cessé de se déplacer par soubresauts : du prêtre au roi, du roi au peuple, et de celui-ci par fraude à l'histoire défilée, au progrès hypostasié, à l'économie idolâtrée. Or voici qu'il exige maintenant de s'incarner, non pas sous les traits aberrants de l'intégrisme, mais pour tisser avec la société une alliance conforme à la parole échangée avec Dieu.

Qu'Israël soit le prophète - souvent paradoxal et provoquant - chargé d'inaugurer ce programme au profit des nations n'a rien pour surprendre ceux qui sont avertis des exemplarités qui nous gouvernent. Draï y ajoute une invitation à conjoindre les prières - juives, musulmanes et chrétiennes qui ne cessent de monter de Jérusalem - dans l'attente d'un « *choeur encore inconcevable* »... Je ne peux que répondre dans la même ferveur : Amen ! Amen ! Amen !

Luc de GOUSTINE

(1) *La sortie d'Egypte et La traversée du désert*, Fayard 1986 et 1988. Prix franco 155 F chaque.(2) *Le Dieu caché et sa révélation*, Fayard 1990. Prix franco 155 F.

■ Luc de Goustine.



Cité

IMMIGRATION



DOSSIER IMMIGRATION

• Editorial par Pierre-Paul Zalio

• Entretien avec Gérard Noiriel

• Immigration, nation, natalité par Jean-Claude Barreau

• L'immigration en perspective par Michel Hannoun

• De l'affaire du voile au voile de l'affaire par Pierre-Paul Zalio

• Entretien avec Harlem Désir

• L'exclusion comme nécessité tragique ? (Réflexions sur « La Force du Préjugé »

MAGAZINE

• Si Louis XV m'était conté par Marc Desaubiaux

• Voyage dans un festival « zuu » par Olivier Masclet

• Revue des revues : Mémoires d'Europe par B. La Richardais

• Revues reçues

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 24 de "Cité" et verse 35 F.

☐ s'abonne à "Cité" pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de "Cité"
CCP Paris 23 982 63 N

De villes en villes

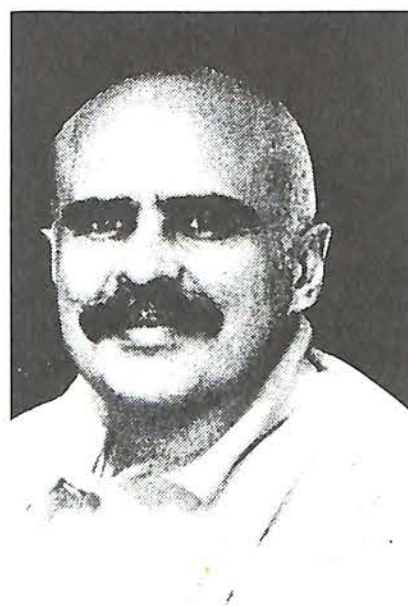
Deux ouvrages pour rêver, pour éveiller le désir des grands départs ou réveiller les souvenirs endormis des haltes anciennes.

Le 6 avril 1972 Julien Green notait dans son journal « *Moi qui hait d'ordinaire les récits de voyage...* ». Aveu qui prend aujourd'hui une saveur toute particulière alors qu'il offre à notre admiration un *Journal du Voyageur* qui nous invite à une somptueuse promenade dans quelque quatre-vingts villes de par le monde.

On sait, puisqu'il n'a jamais cessé de l'écrire, que J. Green est tous les personnages de ses romans. Dans *Le Visionnaire*, l'héroïne, Marie-Thérèse, s'écrit quelque part qu'elle possède « *le don merveilleux de voir les choses telles qu'elles ne sont pas* ».

Les familiers du célèbre journal savent également les extraordinaires capacités d'admiration de l'auteur et l'effet que les couleurs et les formes peuvent produire sur lui. Est-ce la combinaison de ces raisons qui explique que, même si l'on connaît les villes rencontrées au hasard des chapitres, on a l'étrange impression, souvent renouvelée, de découvrir des mondes inconnus.

Page après page, défille une série de petits tableaux littéraires impressionnistes. L'art de savoir dire en quelques phrases l'essentiel, souvent à partir d'un rien : la pluie, le soleil, une couleur, un feuillage, tel le château des Princes à Merano. « *Les salles sont d'une mélancolie insupportable et la lumière qui y entre, comme à regret, jetant une tache sur le dallage de brique, de même qu'on jette un sou à un pauvre* ». De l'impressionnisme, on en arrive presque à l'abstraction avec les quelques paragraphes consacrés à Washington. Ce peut être mille lieux au monde, sauf la capitale des États-Unis telle



■ Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

qu'on la connaît. Ce jeu est poussé si loin, pour notre plaisir, que nous sommes même invités à visiter la ville inconnue, celle qui n'existe pas. Une perfection.

Une série de photos de l'auteur, très conventionnelles, illustrent le livre. Page 115, il y en a une - oblique - dont on peut dire qu'elle expose au visage du lecteur, symbole d'un voyage qu'en compagnie de l'auteur les curieux de l'autobiographie ont déjà accompli depuis longtemps dans les régions inconnues de ce monde, infiniment plus lointaines que les espaces inter-stellaires : l'homme et le mystère de ses passions et de ses pulsions.

On prolongera très agréablement le voyage avec *Villes du Sud* de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. L'académicien cède avec bonheur la place au journaliste, la qualité demeure même si le registre change. Avec J. Green,

on fréquentait des barons, des comtes, des ambassadeurs. Péroncel-Hugoz, lui, nous conduit quelquefois chez ces dames en leurs quartiers dont on connaît l'importance dans la vie de certaines cités du Proche-Orient.

De Bogota à l'ouest, à Laknau à l'est, du bassin méditerranéen au monde arabo-persique en passant par quelques capitales noires de l'empire français, on visitera une cinquantaine de villes. Un pittoresque voyage sur lequel plane quelquefois le souvenir de Paul Morand, au fil duquel l'Histoire, la Géographie et l'anecdote font bon ménage. Mais que l'on ne se y trompe pas, sous l'apparente désinvolture du ton se cache l'observateur perspicace, le témoin privilégié par sa connaissance de la langue arabe, en définitive, l'honnête homme libre de son jugement qui souvent va à contre courant des certitudes du jour ou des vérités provisoirement établies. Cette liberté lui permet d'écrire quelques chapitres éblouissants et porteur d'angoissantes interrogations, sur Marseille, sur Alger la Blanche devenue un souk innommable par la grâce de l'incompétence verbeuse. Et ces pages sur Conakry, Ndjamena, Libreville...

Un voyage au bout de l'absurde ou la bouffonnerie sanglante est érigée en système de gouvernement. Il y a dans ces pages indignées ou désabusées comme les stigmates d'un amour blessé.

Deux ouvrages superbes qui se complètent. Un seul regret : que ces deux voyageurs n'aient pas posé une seule fois leurs bagages dans la même ville. On aurait tant aimé pouvoir comparer.

Michel FONTAURELLE

Journal du Voyageur, par Julien Green, Seuil - Prix franco : 310 F.

Villes du Sud, par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, Baland - Prix franco 190 F.

CONGRÈS DE LA N.A.R.

Comme nous l'avions annoncé le Congrès de la N.A.R. se tiendra à Paris les **samedi 13 et dimanche 14 avril** prochains. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent participer aux travaux du Congrès. Les lecteurs qui souhaiteraient prendre une part plus active à la vie de notre mouvement sont invités à nous apporter le soutien de leur adhésion. Nous vous enverrons la documentation nécessaire sur simple demande.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

RECHERCHONS ...

Pour compléter nos archives nous recherchons les numéros 1 à 50 - 53 à 86 - 90 à 96 et 101 du **Bulletin du comte de Paris**. Ceux de nos lecteurs possédant l'un ou l'autre de ces numéros sont priés de nous contacter.

Nous recherchons d'autre part tout document (bulletins, tracts, coupures de journaux) concernant le **royalisme de l'immédiat après-guerre** (1944-1950). Merci aux heureux possesseurs de ces richesses de se signaler à nous.

XX^e ANNIVERSAIRE

La NAR fêtera cette année son 20^{ème} anniversaire. Nous avons prévu, entre autres, une soirée où seront invitées toutes les personnalités qui au cours de ces vingt ans nous ont manifesté leur intérêt ou leur sympathie. Elle se tiendra dans un cadre original, en **soirée du samedi 13 avril** (le soir de notre congrès ce qui devrait faciliter la participation des amis provinciaux).

CARTES D'ADHÉRENTS

Tous les adhérents doivent maintenant avoir reçu leur **nouvelle carte pour 1991**. Les cartes ont été établies pour les adhérents à jour de cotisation au 1^{er} janvier. Si vous n'avez pas reçu votre carte c'est sans doute que vous n'êtes pas en règle ...

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription "Royaliste". Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « **Avec le comte de Paris, couronner la démocratie** ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « **Des Bastilles restent à prendre** ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles): 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

• **Mercredi 27 février** - Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

• **Mercredi 6 mars** - Des multiples livres parus sur le général de Gaulle nous avons tout spécialement retenu celui de **Jean CHARBONNEL**. Dans son « **De Gaulle au présent** » l'ancien ministre du Général rend compte de l'aventure gaullienne comme d'un patrimoine commun et montre par quelle révélation de perspectives elle a fécondé sa propre vie et n'a pas fini de le guider en politique.

ABONNEMENTS INVENDUS

Ils vous permettent de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité d'exemplaires du numéro précédent du journal pour les diffuser autour de vous.

Tarif pour six mois: pour 5 ex.: 84 F - pour 10 ex.: 163 F.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par «Royaliste». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



L'identité nationale à l'épreuve de la guerre

L'inflation des commentaires impressionnistes et des interprétations abusives nous oblige, si nous voulons comprendre les enjeux de cette guerre, à tenir pour vrai ce qui est effectivement décidé par les protagonistes, et à juger les intentions selon les paroles mêmes de ceux qui les annoncent. Ainsi, les premières semaines de la guerre ont montré que Saddam Hussein avait délibérément choisi le conflit militaire. Indifférente à la volonté de paix manifestée jusqu'au 15 janvier par la France et par de nombreux pays arabes, la thèse pacifiste demeure muette sur un point décisif : il faut être deux pour négocier, comme le reconnaissent maintenant certains dirigeants communistes. Il faut aussi que la négociation ne soit pas assortie de conditions qui la rendent immédiatement impossible, comme celles posées par l'Irak le 14 février.

Quant aux paroles prononcées par les dirigeants alliés, elles permettent, si on veut bien les entendre, d'établir une distinction claire entre le but commun de la guerre et l'autonomie des projets de paix. L'enjeu du conflit militaire est la libération du Koweït et Saddam Hussein détient les clés d'une paix qui se fera dès son retrait effectif - quelles que soient par ailleurs les intentions supposées (destruction de l'Irak) et les intérêts manifestes des États-Unis. La France, pour sa part, ne cesse de réaffirmer des objectifs de paix (équilibre au Proche-Orient, règlement des conflits par une ou plusieurs conférences internationales) qui sont sensiblement différents de ceux des Américains. Tant que ce projet diplomatique n'est pas mis en œuvre, nul n'est en droit de le disqualifier en l'inscrivant dans un désir illusoire de grandeur.

Ces rapides constats ne sont pas inspirés par la passion belliqueuse et n'atténuent en rien la cruauté de l'épreuve, pour les soldats engagés et pour les peuples de la région. Ils permettront peut-être de corriger une vision trop concentrée sur la puissance quantitative, celle des États-Unis en l'occurrence, et de ne pas accepter sans examen ce sempiternel discours sur la décadence française qui donne à certains journalistes l'illusion de la distance et de la profondeur.

Cette impression de déclin est d'autant moins justifiée que l'épreuve de la guerre fait ressortir la force de ce qu'il est convenu d'appeler l'identité nationale. Dès le début de la crise, les Français se sont rassemblés autour d'institutions politiques incontestées et d'un chef de l'Etat qui a su inscrire dans notre vocation historique les risques et les enjeux du conflit. Dès le début de la guerre, la classe politique a parlé le langage de l'unité, avec une mesure et un sens des responsabilités qui contrastent heureusement avec l'image qu'elle avait donnée d'elle-même ces dernières années. Certes, l'accord s'est fait sur une question précise et pour un temps limité. Mais il faudra se souvenir, lorsque les rivalités et les querelles reviendront avec la paix, du sens civique de la plupart de nos représentants politiques.

COMMUNIQUER

Il faut surtout souligner que ce souci d'unité, lourd d'angoisse mais dépourvu d'excitation nationaliste, s'accompagne d'une paix civile et religieuse sur laquelle veillent de très nombreuses associations et toutes nos familles spirituelles. Il n'y a pas de « parti de l'étranger », il n'y a pas de subversion islamiste, il n'y a pas de cinquième colonne. Mais nous ne

saurions nous satisfaire de cette tranquillité : nos concitoyens musulmans et les travailleurs venus des pays arabes vivent dans l'inquiétude, connaissent des déchirements intimes et parfois ne comprennent pas l'engagement de la France. Il serait aussi grave de nier ces sentiments complexes que de les mépriser. Plutôt que de clamer un pacifisme qui donne bonne conscience sans rien changer à une situation dont l'issue est à Bagdad, le premier devoir des citoyens - et tout particulièrement des élus - est de favoriser le dialogue entre tous les habitants de notre pays et d'y participer activement.

Cette tâche serait grandement facilitée si le discours médiatique ne venait pas, jour après jour, brouiller les enjeux et conforter les préjugés. Nous assistons à l'échec d'une « communication » incapable d'informer, c'est-à-dire de donner du sens à des faits établis, de les mettre en perspective. Nous voyons se dissiper l'illusion du monde transparent, de l'image vraie - puisqu'il n'y a rien à montrer, puisque l'image est toujours construite, comme la réalité qu'elle prétend refléter. Le problème de la censure militaire est tout à fait secondaire par rapport à la bêtise solennelle de celui qui annonce la troisième guerre mondiale, au scandale qui consiste à décrire la guerre du Golfe comme un combat de la civilisation occidentale contre la barbarie, au mépris prétentieux de tous ceux qui semblent ignorer que les musulmans de France et les habitants du Maghreb regardent, eux aussi, leurs émissions.

Abusant d'une compétence autoproclamée, toujours prêts à s'ériger en juges, les vedettes de la télévision devraient appliquer ce qu'elles exigent des politiques : la connaissance des questions, la rigueur dans l'analyse, le souci de vérité et le respect des autres. Sinon elles tomberont dans un discrédit complet.

Bertrand RENOUVIN